

ridicules en tant que la Grande-Bretagne était concernée. Examinons maintenant la situation du point de vue canadien. Je demande aux honorables membres s'il se trouve quelque chose en ce qui concerne le Canada qui cadre mieux avec le qualificatif de *humbug*, que la proposition faite par mon honorable ami en notre nom. D'abord il devait être entendu qu'aucune marchandise ne pouvait être importée de la Grande-Bretagne au Canada si ces marchandises sont déjà produites et manufacturées dans ce pays ou pouvaient être produites ou manufacturées ici. On établissait de plus que si un droit n'existait pas déjà pour empêcher l'importation de produits étrangers, un droit serait créé. Cette mesure serait-elle avantageuse pour le pays? Je n'entends pas les membres de la droite dire, oui; je n'en entends pas un seul. C'était là la proposition de mon honorable ami et, à mon avis, c'était une blague dans le sens le plus pur du mot.

Qu'était la proposition si on l'examine à un autre point de vue? La Grande-Bretagne est déjà notre meilleure cliente. Nous avons rencontré des difficultés lorsque nous avons voulu atteindre les marchés des autres parties du monde. La proposition de mon honorable ami rendrait encore plus difficile l'exportation de notre surplus en Grande-Bretagne, car l'Angleterre devait modifier sa politique douanière; elle devait créer un tarif et notre préférence devait résulter de l'établissement de ce tarif. Quel résultat cela aurait-il amené relativement à l'importation du blé? Quelqu'un ira-t-il supposer que si l'on établissait un tarif en Grande-Bretagne pour empêcher l'importation des produits manufacturés afin de protéger certains intérêts, la classe agricole resterait silencieuse? Si l'on imposait des droits sur la plupart des denrées qui entrent en Grande-Bretagne ne croyez-vous pas que le cultivateur réclamerait la protection de ses propres produits? Dans ces circonstances, trouveriez-vous un gouvernement en Grande-Bretagne qui refuserait une telle demande de la part des cultivateurs? Et si le tarif était relevé pour la protection des cultivateurs, comment pourrions-nous compter sur le marché anglais pour la vente de notre blé? La dernière situation serait infiniment pire que la première et j'affirme qu'au point de vue du Canada, comme celui de la Grande-Bretagne, les propositions de mon honorable ami constituent la blague la plus inconcevable.

Si l fallait autre chose pour prouver le ridicule de cette proposition, je dirais que non seulement le gouvernement ouvrier actuel en Angleterre mais qu'aucun gouvernement en Angleterre ne pourrait signer une entente avec le

Canada sur la base qu'a suggérée mon honorable ami. C'est là un fait des plus importants, car la conférence doit se réunir de nouveau ici l'automne prochain et, à moins que mon honorable ami ne change ses propositions dans l'intervalle rien ne pourra se faire alors, même s'il y avait changement de gouvernement en Grande-Bretagne d'ici là, comme il pourrait le désirer.

Permettez-moi de résumer la situation. Pour ce qui concerne le gouvernement ouvrier, nous savons qu'il refuse de négocier sur la base qu'a suggérée mon honorable ami. Ce gouvernement peut être ou ne pas être au pouvoir l'automne prochain, mais sûrement s'il est encore au pouvoir aucune négociation ne pourra être entamée avec l'offre actuelle. Pour ce qui est de tenter d'en venir à une entente, il vaudrait aussi bien contremander la conférence immédiatement,—je désire insister sur ce point,—car on a déjà clairement déclaré en Angleterre que le gouvernement britannique ne changera pas sa politique douanière. La proposition de mon honorable ami comporte un changement de politique fiscale en Grande-Bretagne.

Un MEMBRE: Comment le savez-vous?

Le très hon. MACKENZIE KING: Comment peut-on savoir quoi que ce soit? En se servant de ses facultés.

Avant même de se rendre en Angleterre, le premier ministre savait que le présent Gouvernement de ce pays ne modifierait pas sa politique douanière. Depuis des années, le parti libéral d'Angleterre a placé sa fortune dans la politique du libre-échange. Va-t-il changer? Va-t-il maintenant adopter des mesures commerciales de nature à modifier la politique fiscale de la Grande-Bretagne? Il n'y aurait rien à gagner à vouloir négocier avec le parti libéral et, cependant, ce parti réuni au parti ouvrier représente de beaucoup la majorité de la population britannique. Prenons le parti conservateur. Pour ce qui est du groupe de lord Beaverbrook, celui des *Empire Crusaders*, mon honorable ami a bel et bien déclaré en bon anglais, "nous ne nous occuperons pas de vous", et ce groupe a été écarté. Que nous reste-t-il? Il nous reste une certaine partie de l'opposition conservatrice officielle en Grande-Bretagne. Mais pour quelle raison désire-t-on la préférence en Angleterre? Pour quelle raison désire-t-on la protection? En voulant obtenir la préférence, on voulait élaborer un plan qui aurait permis à ce pays de vendre ses produits sur les marchés étrangers. Mon honorable ami a dit à ces messieurs: "N'oubliez pas que notre préférence est basée sur la politique du Canada d'abord". "Le Canada avant tout", cela